

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la décentralisation et de la
fonction publique

Décret n° ...du ...2014 portant approbation de la convention type prévue par l'article 81 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

NOR : RDFB 1413868D

Publics concernés : agents des services de l'Etat ;

Objet : ce décret a pour objet d'approuver les conventions type de mise à disposition des services de l'Etat qui participent à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales ou aux groupements d'intérêt public, en matière de fonds européens pour la période 2014-2020.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à la date de sa publication.

Notice : les conventions de mise à disposition des services de l'Etat sont conclues entre le représentant de l'Etat dans la région ou le département et l'exécutif de la collectivité ou du groupement bénéficiaire du transfert de compétence. Elles recensent les services ou parties de services de l'Etat ainsi que le nombre d'agents en charge de la gestion des fonds européens. Ces services ou parties de services sont de plein droit mis à disposition à titre gratuit de la collectivité ou du groupement, en une ou plusieurs étapes. Les agents affectés dans ces services ou parties de services sont de plein droit mis à disposition à titre individuel et gratuit.

Le décret comporte trois annexes : une convention type par fonds (FSE, FEADER, FEDER) afin de tenir compte des modalités spécifiques de transfert de la gestion de chacun de ces fonds.

Références : le présent décret est pris en application de l'article 81 de la loi n°2014-58 du 27/01/2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Le texte du présent décret est consultable sur le site Légifrance <http://legifrance.gouv.fr>

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n° ...du ... relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020, pris en application de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du ... ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du ... ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du ... ;

Article 1

Sont approuvées les conventions type figurant aux annexes I à III du présent décret pris en application de l'article 81 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Article 2

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social, le ministre de l'intérieur, la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte parole du gouvernement, la ministre des Outre-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République Française.

ANNEXES :

- I. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGES DE LA GESTION DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL POUR LA PERIODE 2014-2020**
- II. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGES DE LA GESTION DU FONDS EUROPEEN AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL POUR LA PERIODE 2014-2020**
- III. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGES DE LA GESTION DU FONDS SOCIAL EUROPEEN POUR LA PERIODE 2014-2020**

Par le Premier ministre :

Manuel Valls

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Ségolène Royal

Le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social,

François Rebsamen

Le ministre de l'intérieur,

Bernard Cazeneuve

La ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique,

Marylise Lebranchu

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte parole du gouvernement,

Stéphane Le Foll

La ministre des outre-mer

George Pau-Langevin